

LAURENT JACOBELLI : « Il est urgent de sauver le pouvoir d'achat des Français. » (PUBLIC SÉNAT)

23 min · Rassemblement National

Discours de rentrée de Marine Le Pen, Yaren. Un beau monde, la candidate du RN, qui a fait le serment de tout donner pour conduire à la victoire. Un discours centré sur le logement et une première mesure, la priorité nationale à Saint -Retour au fondamentaux. On va en parler avec Laurent Jacobelli. Bonjour. Bonjour. Merci beaucoup d'être avec nous, député de Noiselles. Porte parole du Rassemblement national. Une interview en partenariat avec la presse régionale qui est représentée ce matin par Stéphane Vernet de West France. Bonjour Stéphane.

Bonjour Aureliane, Laurent Jacobelli. Bonjour. Bonjour. On

va revenir sur ce discours de rentrée de Marine Le Pen et évidemment sur ses propositions. Mais d'abord un mot puisque cette rentrée a été marquée par les divergences entre Marine Le Pen et Jordan Bardella. On va y revenir, je sais que vous n'aimez pas ce mot. Marine Le Pen qui n'a quasiment pas cité Jordan Bardella dans son discours. Jordan Bardella qui n'avait pas l'air aux anges à la fin de celui -ci. Comment l'est -il hier ?

Je vais vous épargner quelque chose parce que sinon vous allez passer 9 mois épouvantables avec une loupe en essayant de voir si quelqu'un se gratte l'oreille, quelqu'un hausse le sourcil à un moment en espérant trouver un moment où vous pourrez dire Marine Le Pen et Jordan Bardella ne s'entendent pas. C'est faux. Marine Le Pen a commencé son discours, il y a eu l'honnêteté de le dire, en souhaitant un joyeux anniversaire à Jordan Bardella ce qui est plutôt sympathique comme démarche et non pas du tout positive. C'est la seule forme qui a été citée. Repris par l'ensemble de la salle. Honnêtement, je vais bien rentrer dans ce jeu -là. On peut refaire Dallas, on peut écrire Closer, mais je pense que le débat politique et les besoins de Français méritent autre chose. Marine Le Pen et Jordan Bardella font campagne ensemble. Marine Le Pen sera présidente de la République et Jordan Bardella conduira son gouvernement. C'est clair depuis le début, ils font campagne ensemble. Il n'y a pas

de risque de scission ? Sarah Knapo par exemple qui dit que le RN veut évincer la ligne Bardella.

Mais qui dit ça ?

Sarah Knapo.

Mais d'accord, c'est une ennemie politique. C'est une ennemie politique. Mais si vous écoutez Sarah Knapo et que vous lisez Libération, évidemment vous aurez une vision déformée de la réalité. Écoutez -nous plutôt, on le vit au quotidien, tout va bien. Ça en doit être peut -être certain, mais tout va bien.

On a vu que l'anniversaire de Jordan Bardella a été souhaité en direct au début de la meeting. C'est très bien. Mais on se pose la question de savoir pourquoi il a pas eu l'ouï à la parole. C'était ça son cadeau d'anniversaire, une remise en place en bonne et due forme.

Donc on va passer l'interview là -dessus. Non, non, c'est

juste pour savoir pourquoi il a pas pris la parole en fait. C'est le fief de Marine Le Pen et Nimbaud Mont.

D'habitude les deux s'expriment. Je vais vous répondre. Regardez depuis que Marine Le Pen est députée, elle fait sa rentrée à Nimbaud Mont et depuis le début, elle est seule à parler pour sa rentrée. Ça n'a jamais été différent. Quand elle est à Nimbaud Mont, c'est ça ? Donc à Nimbaud Mont. Donc il n'y a pas de changement en fait. C'est -à -dire que même quand les choses sont habituelles et classiques, vous vous dites, tiens, tiens, tiens, il y a quelque chose. Mais je vous le dis encore, vous êtes des journalistes, vous faites très bien votre travail. Regardez nos mesures, regardez ce dont les Français ont besoin. Cette espèce de feuilleton qui n'existe pas vous amuse peut-être. Moi, ne me dérange pas parce qu'on répond et on sait bien que ce n'est pas la vérité. Je ne suis pas sûr que c'est ce qu'attendent les Français.

De votre point de vue, Marine Le Pen a réussi sa rentrée

en campagne. Oui, clairement. Clairement, c'était un beau discours, un discours présidentiel avec un vrai programme, avec des vraies solutions à des problèmes que vivent les Français. Elle a parlé du logement. Au moment où on se parle, il y a 2,8 millions de Français qui attendent un logement social. La construction de logements a diminué de 39 % depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron. Donc ça, c'est concret et ça touche les Français.

On va rentrer dans le détail de son discours. La première mesure sociale sera de garantir à tous les Français d'être prioritaires chez eux. C'est ce qu'a dit hier Marine Le Pen. C'est le retour au fondamentaux de ce qu'était le Front national à l'époque. Ce n'est pas le discours qu'elle tenait en 2022.

Ah si, on a toujours fait de la priorité nationale une des pierres angulaires de notre politique sociale. On ne

parlait quasiment plus. En 2022, c'était pouvoir d'achat, pouvoir d'achat. Mais on

parle aussi pouvoir d'achat mais les deux sont liés. Quand des Français travaillent, payent des impôts, cotisent et qu'ils ont besoin d'un logement social, je rappelle qu'ils sont 2,8 millions en attente et qu'on leur dit non, vous n'êtes pas prioritaires chez vous. Alors ce n'est plus possible. Aujourd'hui, il y a 70 % des Français qui seraient éligibles à un logement social. Il n'y en a que 11 % qui habitent un logement social. Ce chiffre augmente à 33 % chez les Gétrangers et même à 50 % chez les Gétrangers venant d'Afrique. Donc vous voyez bien qu'il y a une disproportion totale. La priorité nationale, la plupart des pays au monde le font. Mais

comment vous la mettez en place concrètement

? C'est très simple. Il y a un logement vacant. Il y a plusieurs candidats. A dossier équivalent, il y a un candidat présenté par une famille française et un autre. A dossier présenté par une famille étrangère. La famille française passe avant.

Mais comment ? C'est -à -dire c'est pas une rupture de l'égalité devant la loi ? Non, c'est l

'égalité des citoyens. La déclaration des droits de l'homme est très claire. On parle de citoyens et donc les citoyens français, chez eux, passent avant ceux qui ne sont pas citoyens français. Dans ce studio, vous tournez des émissions de public sénat. Si quelqu'un vient de LCI, de BFM ou de CNews

et veut emprunter votre plateau, si vous avez une émission, vous prendrez la priorité. C'est pas exactement

comparable. Mais on sait que le Conseil constitutionnel a déjà censuré limiter des mesures qui visaient à restreindre l'accès aux prestations sociales aux étrangers, même en situation régulière. Comment vous faites du coup, avec le Conseil constitutionnel, pour mettre en place cette mesure de priorité nationale pour le logement ? Ce n'est

pas anticonstitutionnel. Nous mettrons simplement une condition supplémentaire sur la nationalité. L'idée n'est pas d'interdire le logement social à d'autres que les citoyens français. L'idée est qu'ils aient la priorité. Mais excusez-moi, je ne comprends même pas ce qui choque. Quand on a cotisé soi-même ses parents, ses grands-parents... Vous savez, moi, le discours « rien n'est possible, on ne peut rien changer », je ne peux plus l'entendre. Aujourd'hui, la France est surendettée. Aujourd'hui, la France est en décroissance. Aujourd'hui, les Français voient leur pouvoir d'achat baisser. Aujourd'hui, les Français voient leur système social décliner. Les politiques

qui font des promesses qu'ils ne tiennent pas. Est-ce que là, vous risquez pas de

faire la même chose ? Marie Le Pen a commencé son discours très clairement. Je suis candidate, je serai votre présidente et j'appliquerai mon programme. Je le dis à tous les Français qui nous regardent, vous aurez la priorité.

C'est très bien, sauf que la manière dont vous présentez les choses, les chiffres que vous affichez, en fait, 70 % de Français éligibles, 11 % simplement... Vérifiable. Non, mais c'est vérifiable. Sauf que la façon dont vous présentez les choses donne l'impression qu'en réalité, les citoyens français ne peuvent pas avoir accès au logement social. Or, le problème du logement social, c'est qu'il n'y en a pas assez. C'est d'abord un problème de construction et de disponibilité de logements. Vous avez tout

à fait raison, il y a deux problèmes. L'accès au logement social existant et la construction de logements sociaux. Et c'est pour ça que là aussi, nous prenons des mesures, notamment pour desserrer les taux normatifs qui pèsent sur les promoteurs. Depuis les lois votées par M. Edouard Philippe, les conditions pour construire un logement d'habitation sont telles que le surcoût est énorme. Là, vous parlez

du RE 2020

que Marine Le Pen a dit. Je voulais éviter les termes trop techniques, mais oui, le RE 2020, qui rend la construction quasiment impossible, il faut desserrer les taux. Il faut garder quelques normes, évidemment celles qui sont utiles. Tout ce qui est accessoire, il faut arrêter.

Juste, pardon, pour finir concrètement sur cette histoire de priorité nationale. Ça vous embête ? Non, pas du tout, mais j'aimerais comprendre. Par exemple, une aide soignante qui est en étrangère, mais en situation régulière en France. Est-ce qu'avec votre mesure, elle devra quitter son logement social ?

Non, nous ne demanderons pas à ceux qui ont aujourd'hui un logement social de partir. Mais elle ne pourra plus accéder ? Bien sûr, elle pourra rester chez elle et tranquillement. Nous parlons de l'accès au logement social. On ne va pas changer les règles en cours de route. Ça ne se fait pas et ce serait d'ailleurs pas applicable et profondément pas humain. Ce n'est pas du tout l'idée.

Donc, vous n'expulsez personne ?

Mais évidemment non.

Mais ça veut dire que cette même aide soignante, donc étrangère en situation régulière, elle ne pourra plus accéder à un logement social une fois que vous serrez au pouvoir.

Je vais vous le dire autrement. Vous avez deux aides soignantes qui gagnent le même salaire, qui sont dans la même situation, dans la même zone géographique. L'une est française, l'autre est étrangère. La française aura accès au logement social en priorité.

Sur la loi SRU, c'est la loi qui instaure un quota pour les maires, un quota de logements sociaux. Vous voulez la supprimer carrément, même pas la réviser. La supprimer, ce n'est pas une manière de s'attaquer au logement social

? Non, au contraire. Discuter avec les maires, et je voyais qu'il y en avait un tout à l'heure sur votre plateau, monsieur de Cala, le maire de Hallot. Aujourd'hui, on a mis les maires... C'est qu

il faut la revoir, mais il ne faut pas la supprimer.

Oui, mais on a mis les maires aujourd'hui dans une situation inextricable. Il y a une double exigence qui fait que ce n'est pas possible. On leur dit en même temps la loi 0 artificialisation nette. Ces noms de codes inventés par les technocrates sont imprenables. Cette loi ZAN qui dit attention pour protéger l'environnement, vous ne pouvez plus construire. Et en même temps, on leur dit, il faut construire du logement social. Bon, écoutez, c'est compliqué pour eux. Non, il faut arrêter avec cette loi SRU qui met beaucoup de communes dans la difficulté. Par contre, il faut inciter au logement social. J'ai appelé tout à l'heure une mesure qui était celle du décèment des états, des normes. Il faut aussi dire qu'il y aura un accès à la propriété pour les habitants au logement social au bout d'un certain nombre d'années. Ils pourront acheter leur appartement et le loyer qu'ils auront versé sera considéré comme un apport, ce qui veut dire qu'il y aura des besoins de nouveau et les promoteurs pourront construire à nouveau. Ce sera dans l'intérêt général, l'intérêt des communes, l'intérêt du secteur du BTP qui va mal. Et comme vous le savez, quand le bâtiment va, tout va. Et donc, ça créera de l'emploi et le secteur social, puisque ça permettra l'hébergement. Vous voulez créer une

espèce de location vente pour le... On peut l'appeler comme ça si ça peut permettre de faire le plan. Pour être logement à chaise, c'est

ça ? Oui, bien sûr.

Marine Le Pen qui a aussi défendu une loi anti-squat. Alors, on a l'impression quand on l'a entendu hier qu'elle en parlait comme d'une révolution. Vous savez qu'il y a déjà une loi anti-squat.

Oui, mais je sais aussi que beaucoup de propriétaires, et j'en reçois beaucoup dans ma permanence, ont leur appartement squatté et ne peuvent pas le reprendre. Une loi, quand elle ne marche pas, il faut la changer. Là aussi, je vais revenir à un principe de base. J'ai l'impression aujourd'hui de dire des évidences, mais comme notre monde est devenu fou, il faut parfois remettre, permettez-moi l'expression, les glitches au milieu du village. Quand on possède un bien immobilier, que ce bien est exploité ou habité par quelqu'un d'autre qui n'a pas le droit d'y être, eh bien, il faut rendre le bien à son propriétaire. La force de la loi est là. Je le dis clairement, pour expulser les... qui prennent la propriété d'un autre. Le droit à la propriété est essentiel.

Il y a déjà une loi qui existe. Qu'est-ce que votre loi ferait de plus ?

Action immédiate, obligation pour les préfets d'envoyer les forces de l'ordre. Aujourd'hui, vous avez

tout un tas de recours, d 'astuces que les squatteurs connaissent très bien, pour qu 'ils ne quittent pas leur logement. On connaît les astuces, les moyens qu 'ils ont de fond.

Il y a une loi de 2023 qui est appliquée. Le Sénat a voté une loi en janvier pour renforcer... Pourquoi vous n 'êtes pas emparés à l 'Assemblée ? Ce sont des lois

de communication. Peut -être que ça vous a échappé, mais à l 'Assemblée nationale, nous n 'avons pas la majorité. Vous avez des niches. Personne ne vote nos lois par principe. On le fera quand Marine Le Pen sera présidente de la République. Il y a 96 millions de mètres carrés aujourd 'hui qui appartiennent à l 'Etat et qui sont inexploités. Les bâtiments publics ne sont pas utilisés. On parlait de besoins au logement. Voilà une piste pour trouver des surfaces. Il y a des bureaux qui ne sont pas exploités. Par un jeu fiscal, il sera moins intéressant d 'avoir des bureaux vides que des bureaux occupés. Ça pourra amener des espaces. C 'est un plan complet. Loin des erreurs du passé, la loi SRU est une erreur, la loi ZAN est une erreur. Nous allons corriger

nos erreurs. Les promoteurs diront que c 'est plus coûteux de réhabiliter des bureaux en

logement. Ça peut servir à du logement de qualité, à du logement social. Les promoteurs, quand je les vois, disent qu 'on est empêchés de construire. Vous les avez consultés pour les mesures ? Bien sûr, nous parlons à tout le monde, aux maires, aux promoteurs, à ces Français qui cherchent un logement, qui ont le droit à un logement, et qui voient passer devant la file d 'attente d 'autres qui sont en France depuis moins.

Marine Le Pen a aussi proposé hier le principe de la portabilité des emprunts. Si vous avez un logement, vous avez contracté un emprunt à un certain taux, des années plus tard, vous le revendez pour en acheter un autre, les taux d 'intérêt y ont augmenté, vous voyez garder le même taux d 'intérêt. C 'est possible ? C 'est possible. Qu 'implique -t -il financièrement

? De la constance de la part des banques. Si vous avez un prêt sur 20 ans à 3 ,5 %, ça ne changera rien. Si, au bout de 15 ans, vous vendez votre billet et achetez un autre, les 5 ans seront reportés. La banque continue à faire ses bénéfices. Il faudra peut -être allonger la durée des prêts, mais pour celui qui achète, ça permet de tourner le marché. Lui -même va acheter quelque chose d 'autre et son ancien logement va être vendu. L 'idée, c 'est de rendre le marché plus fluide, plus créateur d 'emploi et plus accessible aux Français.

Les Français préoccupés par le logement et par la hausse des prix à la pompe, vous souhaitez que le mouvement reparte

? Je ne le souhaite pas. Si les gens veulent manifester, selon les règles... Vous

irez vous -même sur les pompiers ?

A priori, c 'est pas prévu. J 'irai sur les routes pour convaincre de voter pour Marine Le Pen, qui proposera de faire baisser la TVA sur les énergies de 20 % à 5 ,5 %. Aujourd 'hui, avec notre mesure, le litre serait à 1 ,84 l de décence et non pas à 2 ,20 euros. On est le seul pays à ne pas prendre des mesures. Quand vous faites le plein...

Maud Bréjon vous a répondu, il y a 15 milliards.

Si Maud Bréjon savait compter, elle ne serait pas dans la majorité. Elle a même des leçons qui appauvrissent les Français et endettent la France. Si Maud Bréjon voyait plus loin que le bout de son nez, elle verrait qu 'une essence chère, c 'est moins de consommation de la part des Français, moins

de TVA qui rentre dans les caisses de l'Etat. Elle devrait y penser, vu l'état des caisses de la France. En même temps, ça veut dire des producteurs français qui vendent moins, des pertes de cotisations. S'ils avaient un tout petit peu de profondeur de vue, il verrait qu'il est urgent de sauver le pouvoir d'achat des Français pour sauver l'emploi des Français et l'économie de la France. S'ils avaient cette intelligence, on s'en serait aperçu.

[Vous ne défendez pas des mesures ciblées pour les Français les plus modestes, pour ceux qui ont besoin de leur voiture, plutôt qu'une baisse des taxes.](#)

Ça suffit, ça ne marche pas. En mausée, j'ai vu des entrepreneurs qui m'ont dit que si je n'avais pas accès à l'aide ciblée, il y a tellement de papraces pour peu d'argent, que ça ne m'intéresse pas. Les mêmes entrepreneurs refusent des chantiers parce qu'ils sont trop loin et que ça coûte trop cher. Les Français restent chez eux, parce que le coût de l'essence ferait qu'ils payaient pour aller au boulot. Quand vous payez 2,20 euros le litre, il y a plus de 50 % dans les caisses de l'Etat. Le premier profiteur de guerre s'appelle l'Etat.

[Marine Le Pen a dit samedi qu'il préférerait un budget imparfait mais opérationnel plutôt qu'une loi spéciale. Le R.N. ne censura pas le budget](#)

? Non, ça veut dire que nous nous plaçons de gagner. Marine Le Pen veut être présidente de la République.

[Le budget, c'est avant la présidentielle.](#)

Quand elle arrivera à la présidentielle, quand Jordan Bardella arrivera à Matignon, ils corrigeront le budget. Il est plus simple de corriger un budget existant que de partir d'une loi spéciale.

[En décembre, vous allez censurer ou pas le budget ?](#)

On fera comme on a toujours fait. Si le budget est inacceptable, si il y a une hausse d'impôts, une perte d'achat...

[Le gouvernement dit pas de hausse d'impôts.](#)

Une confiance modérée. Alors, nous censurons. Si, en revanche, il nous écoute, il écoute nos propositions et nous sortons un contre-budget, alors, nous aurons une démarche objective. Nous ne nous interdisons rien. La gauche radicale dit qu'on censurera car elle n'a aucun espoir de gagner. Une centremouue dit qu'on laisserait passer car ils n'ont aucun espoir de gagner. Vous

[allez discuter avec Sébastien Lecordne](#)

? Nous allons faire des propositions. Je crois qu'il va envoyer une lettre au parlementaire. Ce sera quoi les lignes rouges ? L'impôt. Ça suffit. Si le problème se réglait par l'impôt et la taxe, on est celui qui va le moins bien. Donc, pas de hausse d'impôt. Voilà une lignée rouge. Il n'y a pas

[de censure du RL ?](#)

Nous verrons le budget. Il ne faut pas que le pouvoir d'achat soit affecté. Nous regarderons ce qu'il nous propose. Si il y a une dégradation de l'Etat de la France, non. Si il y a un engagement de la France au-delà de l'élection présidentielle, non. Si c'est quelque chose de plus neutre et qui nous permettra de faire un nouveau budget, c'est quoi ? Est-ce

que taxer les retraités, c'est neutre ? C'est une taxe. Il ne faut pas toucher aux retraités.

Pas d'impôt supplémentaire. Ce principe du budget réversible, Sébastien Lecornu a annoncé lui-même qu'il pourrait être changé par le futur président de la République. Encore faut-il que ce futur chef de l'Etat ait la majorité à l'Assemblée pour pouvoir refaire le budget. Est-ce que vous avez la certitude aujourd'hui, que le RN aura la majorité à l'Assemblée nationale ?

Nous nous battons pour sauver notre pays. Nous nous battons pour gagner. On se bat pas pour faire des hypothèses, si les poissons avaient des ailes. On se bat pour que Marine Le Pen soit présidente, Jordan Berdella, chef de gouvernement, avec une assemblée majoritaire. On fait sur le terrain une campagne quotidienne. Mes collègues députés font un boulot formidable. Nous aurons la majorité et on se bat pour ça. Avec vos alliés, Eric

Schiotti ?

Evidemment. Je le rappelle, nous tendons la main à tous les patriotes sincères. Je ne peux pas croire que les élus de terrain LR, les électeurs LR, aient envie de continuer à travailler à la sappe de la France. Ils veulent sauver ce pays. Bruno Retailleau,

c'est la sappe de la France

? Il est un macroniste. C

'est pas ce qu'il dit.

Les gens qui mentent en politique, il y en a 2.

Pour vous, c'est un macronisme. Mais vous tendez la main aux LR ?

Evidemment. Il travaille avec nous. Des députés LR font un boulot formidable, des élus locaux LR font un boulot formidable et se trouvent contraints par leur politique, toujours en quête d'alliances improbables et de postes bien rémunérés. S'ils veulent travailler avec nous, ce pays a besoin d'être

sauvé. Vous avez des élus LR, des parlementaires LR, qui disent que ils travaillent avec vous

? Je n'envisage pas l'idée, mais je ne vous donnerai aucun nom aujourd'hui. D'ailleurs, je dis LR parce que c'est le plus évident, mais si quelqu'un d'un autre parti a envie de sauver ce pays et est d'accord avec la plupart de nos mesures, des gens qui respectent la démocratie, le scrutin populaire... Tout à l'heure, Sarah Knafo était votre

ennemi.

Politique, pas l'ennemi humain.

Vous ne l'appellez pas à vous rejoindre ? Ici, elle en a

envie. Je crois qu'elle n'est pas dans cette logique. Elle a envie d'un grand remplacement politique. Elle veut remplacer le RN. C'est son ambition. On veut sauver la France, mais si, demain, elle change d'état d'esprit... On ne va pas mettre un videur à l'entrée. Tous ceux qui sont sincères, qui veulent sauver le pays, pourront travailler avec nous. La dernière fois qu'on a fait campagne, le slogan était pour un gouvernement d'Union nationale. On ne peut pas mieux dire.

Quels sont les prochains thèmes par Marine Le Pen ? Comment allez-vous faire campagne ? Votre

stratégie ? Aller voir les Français, proposer des mesures. Des déplacements de terrain ? D'autres

grands meetings ? Oui, il y aura des grands meetings. Le prochain grand rendez-vous ? Le 25 octobre à Orléans. Après le congrès, un grand meeting, ouvert à tous, avec Jordan Bardella et Marine Le Pen. On a la chance d'avoir deux leaders populaires, deux personnalités politiques préférées des français. Donc ils vont sillonner la France parfois séparément et alors je compte sur vous pour à chaque fois ne pas dire ils sont pas ensemble ça va pas parfois ensemble pour peut-être vous rassurer et vous tranquilliser. Non mais un mot parce que pardon Jordan Bardella

il sillonne pas que la France il va aussi outremer un déplacement qui a beaucoup fait parler il y a quelques jours il était validé par Marine Le Pen ce déplacement

? Ce déplacement était prévu là encore ils discutent ensemble vous savez chacun n'est pas dans son bureau à 30 km de l'autre donc on se parle on discute et...

Marine Le Pen savait qu'il allait signer cet accord avec Nigel Farage et savait ce que contenait cet accord

? Mais cet accord il a été mal interprété alors s'il y a mort ou pas par un certain nombre d'adversaires politiques d'ailleurs je préfère le terme adversaire à ennemi qui n'est pas le bon un certain nombre d'adversaires politiques ou un certain nombre de journalistes mais cet accord c'est quoi ? C'est les migrants doivent savoir qu'en France et en Angleterre ils seront renvoyés chez eux pour ne pas qu'ils viennent en fait. Ils sont renvoyés en France ? S'ils sont repris en mer dans le trajet de la France vers l'Angleterre. Ils comprennent dans

les eaux internationales britanniques ? Imaginez !

l'inverse là encore un peu de hauteur de vue le migrant qui sait que s'il est pris en pleine mer il va aller en Angleterre mais son but est atteint puisqu'il veut aller en Angleterre et que beaucoup de ceux qui sont à Calais ne viennent pas pour rester en France mais viennent pour aller en Angleterre nous on leur dit on leur envoie un signal la France et l'Angleterre si vous débarquez en France dans l'espoir d'aller en Angleterre ne débarquez pas en France parce que vous n'irez pas et donc c'est l'intérêt des deux pays c'est ça qu'il faut comprendre.

Vous croyez vraiment que ça va suffire ? Ah mais il n'y a pas que ça. Non mais comment vos électeurs apprécient ce genre de choses en fait parce que finalement ce que fait Jordan Bardella c'est de s'engager au long de la France en disant moi premier ministre la France reprendra les migrants qui traversent la manche y compris ceux qui sont pris dans les eaux internationales britanniques. Si un

migrant arrive en Angleterre c'est l'Angleterre qui le renverra chez lui. Voilà si un migrant arrive pas en Angleterre, s'il est pris sur les eaux internationales ou les eaux françaises ou britanniques il sera expulsé de France mais c'est évidemment logique c'est pour tarir le flux ce que vous ne comprenez pas c'est que la situation actuelle ne nous convient pas un demi million de migrants légaux par an pratiquement un million de migrants illégaux en France 20 milliards sont dépensés dans l'aide sociale aux migrants par an cet argent nous allons le rendre aux français et nos frontières nous allons les contrôler. C'est la détermination d'un premier ministre futur je l'espère qui est Jordan Bardella et qui pourra appliquer une politique avec laquelle nous aurons un contrat avec les français et nous remplirons notre contrat.

Nigel Farage c'est un brexiteur est ce que ça veut dire que vous voulez en revenir au Frexit ?

Bien sûr que non nous pouvons dialoguer avec celui qui sera probablement le futur premier ministre du Royaume -Uni sans pour autant adopter son programme. Parler avec les autres pays de l'Union Européenne, parler avec nos autres partenaires y compris hors Union Européenne comme le Royaume -Uni c'est normal quand on s'apprête à gouverner. Notre président de la République a voulu donner des leçons à la terre entière il est isolé de la terre entière on veut travailler avec les dirigeants et pas les regarder de haut.

Merci beaucoup d'avoir été notre invité.